

This publication super-
sedes Miscellaneous
No. 18 (1967),
Cmd. 3466

TRADE MARKS



Treaty Series No. 71 (1970)

Agreement
revising the Nice Agreement
of 15 June 1957 concerning the
International Classification of Goods
and Services for the purpose of the
Registration of Marks

Stockholm, 14 July 1967 to 13 January 1968

[The United Kingdom instrument of ratification was deposited on 26 February 1969
and the Agreement entered into force on 18 March 1970]

*Presented to Parliament
by the Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs
by Command of Her Majesty
September 1970*

LONDON
HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

2s. 3d. [11p] net

Cmd. 4437

**ARRANGEMENT DE NICE
CONCERNANT LA CLASSIFICATION INTERNATIONALE
DES PRODUITS ET DES SERVICES AUX FINS DE
L'ENREGISTREMENT DES MARQUES DU 15 JUIN 1957
REVISÉ À STOCKHOLM LE 14 JUILLET 1967**

ARTICLE 1

1) Les pays auxquels s'applique le présent Arrangement sont constitués à l'état d'Union particulière.

2) Ils adoptent, en vue de l'enregistrement des marques, une même classification des produits et des services.

3) Cette classification est constituée par :

a) une liste des classes,

b) une liste alphabétique des produits et des services avec indication des classes dans lesquelles ils sont rangés.

4) La liste des classes et la liste alphabétique des produits sont celles qui ont été éditées en 1935 par le Bureau international pour la protection de la propriété industrielle.

5) La liste des classes et la liste alphabétique des produits et des services pourront être modifiées ou complétées par le Comité d'experts institué par l'article 3 du présent Arrangement et selon la procédure fixée par cet article.

6) La classification sera établie en langue française et, sur la demande de chaque pays contractant, une traduction officielle en sa langue pourra en être publiée par le Bureau international de la propriété intellectuelle (ci-après dénommé "le Bureau international") visé dans la Convention instituant l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (ci-après dénommé "l'Organisation"), en accord avec l'Administration nationale intéressée. Chaque traduction de la liste des produits et des services mentionnera, en regard de chaque produit ou service, outre le numéro d'ordre propre à l'énumération alphabétique dans la langue considérée, le numéro d'ordre qu'il porte dans la liste établie en langue française.

ARTICLE 2

1) Sous réserve des obligations imposées par le présent Arrangement, la portée de la classification internationale est celle qui lui est attribuée par chaque pays contractant. Notamment, la classification internationale ne lie les pays contractants ni quant à l'appréciation de l'étendue de la protection de la marque, ni quant à la reconnaissance des marques de service.

2) Chacun des pays contractants se réserve la faculté d'appliquer la classification internationale des produits et des services à titre de système principal ou de système auxiliaire.

3) Les Administrations des pays contractants feront figurer dans les titres et publications officiels des enregistrements des marques les numéros des classes de la classification internationale auxquelles appartiennent les produits ou les services pour lesquels la marque est enregistrée.

4) Le fait qu'une dénomination figure dans la liste alphabétique des produits et des services n'affecte en rien les droits qui pourraient exister sur cette dénomination.

ARTICLE 3

1) Il est institué auprès du Bureau international un comité d'experts chargé de décider de toutes modifications ou de tous compléments à apporter à la classification internationale des produits et des services. Chacun des pays contractants sera représenté au Comité d'experts, lequel s'organise par un règlement d'ordre intérieur adopté à la majorité des pays représentés. Le Bureau international est représenté au Comité.

2) Les propositions de modification ou de complément doivent être adressées par les Administrations des pays contractants au Bureau international qui devra les transmettre aux membres du Comité d'experts au plus tard deux mois avant la séance de celui-ci au cours de laquelle ces propositions seront examinées.

3) Les décisions du Comité relatives aux modifications à apporter à la classification sont prises à l'unanimité des pays contractants. Par modification, il faut entendre tout transfert de produits d'une classe à une autre, ou toute création de nouvelles classes entraînant un tel transfert.

4) Les décisions du Comité relatives aux compléments à apporter à la classification sont prises à la majorité simple des pays contractants.

5) Les experts ont la faculté de faire connaître leur avis par écrit ou de déléguer leurs pouvoirs à l'expert d'un autre pays.

6) Dans le cas où un pays n'aurait pas désigné d'expert pour le représenter, ainsi que dans le cas où l'expert désigné n'aurait pas fait connaître son opinion dans un délai qui sera fixé par le règlement d'ordre intérieur, le pays en cause serait considéré comme acceptant la décision du Comité.

ARTICLE 4

1) Toutes modifications et tous compléments décidés par le Comité d'experts sont notifiés aux Administrations des pays contractants par le Bureau international. L'entrée en vigueur des décisions aura lieu, en ce qui concerne les compléments, dès la réception de la notification et, en ce qui concerne les modifications, dans un délai de six mois à compter de la date d'envoi de la notification.

2) Le Bureau international, en sa qualité de dépositaire de la classification des produits et des services, y incorpore les modifications et les compléments entrés en vigueur. Ces modifications et ces compléments font l'objet d'avis publiés dans les deux périodiques *La Propriété industrielle* et *Les Marques internationales*.

ARTICLE 5

1) a) L'Union particulière a une Assemblée composée des pays qui ont ratifié le présent Acte ou y ont adhéré.

b) Le Gouvernement de chaque pays est représenté par un délégué, qui peut être assisté de suppléants, de conseillers et d'experts.

c) Les dépenses de chaque délégation sont supportées par le Gouvernement qui l'a désignée.

2) a) Sous réserve des dispositions des articles 3 et 4, l'Assemblée :

i) traite de toutes les questions concernant le maintien et le développement de l'Union particulière et l'application du présent Arrangement;

ii) donne au Bureau international des directives concernant la préparation des conférences de revision, compte étant dûment tenu des observations des pays de l'Union particulière qui n'ont pas ratifié le présent Acte ou n'y ont pas adhéré;

iii) examine et approuve les rapports et les activités du Directeur général de l'Organisation (ci-après dénommé "le Directeur général") relatifs à l'Union particulière et lui donne toutes directives utiles concernant les questions de la compétence de l'Union particulière;

iv) arrête le programme, adopte le budget triennal de l'Union particulière et approuve ses comptes de clôture;

v) adopte le règlement financier de l'Union particulière;

vi) crée, outre le Comité d'experts mentionné à l'article 3, les autres comités d'experts et les groupes de travail qu'elle juge utiles à la réalisation des objectifs de l'Union particulière;

vii) décide quels sont les pays non membres de l'Union particulière et quelles sont les organisations intergouvernementales et internationales non gouvernementales qui peuvent être admis à ses réunions en qualité d'observateurs;

viii) adopte les modifications des articles 5 à 8;

ix) entreprend toute autre action appropriée en vue d'atteindre les objectifs de l'Union particulière;

x) s'acquitte de toutes autres tâches qu'implique le présent Arrangement.

b) Sur les questions qui intéressent également d'autres Unions administrées par l'Organisation, l'Assemblée statue connaissance prise de l'avis du Comité de coordination de l'Organisation.

3) a) Chaque pays membre de l'Assemblée dispose d'une voix.

b) La moitié des pays membres de l'Assemblée constitue le quorum.

c) Nonobstant les dispositions du sous-alinéa b), si, lors d'une session, le nombre des pays représentés est inférieur à la moitié mais égal ou supérieur au tiers des pays membres de l'Assemblée, celle-ci peut prendre des décisions; toutefois, les décisions de l'Assemblée, à l'exception de celles qui concernent sa procédure, ne deviennent exécutoires que lorsque les conditions énoncées ci-après sont remplies. Le Bureau international communique lesdites décisions aux pays membres de l'Assemblée qui n'étaient pas représentés, en les invitant à exprimer par écrit, dans un délai de trois mois à compter de la date de ladite communication, leur vote ou leur abstention. Si, à l'expiration de ce délai, le nombre des pays ayant ainsi exprimé leur vote ou leur abstention est au moins égal au nombre de pays qui faisait défaut pour que le quorum fût atteint lors de la session, lesdites décisions deviennent exécutoires, pourvu qu'en même temps la majorité nécessaire reste acquise.

d) Sous réserve des dispositions de l'article 8.2), les décisions de l'Assemblée sont prises à la majorité des deux-tiers des votes exprimés.

e) L'abstention n'est pas considérée comme un vote.

f) Un délégué ne peut représenter qu'un seul pays et ne peut voter qu'au nom de celui-ci.

g) Les pays de l'Union particulière qui ne sont pas membres de l'Assemblée sont admis à ses réunions en qualité d'observateurs.

4) a) L'Assemblée se réunit une fois tous les trois ans en session ordinaire sur convocation du Directeur général et, sauf cas exceptionnels, pendant la même période et au même lieu que l'Assemblée générale de l'Organisation.

b) L'Assemblée se réunit en session extraordinaire sur convocation adressée par le Directeur général, à la demande d'un quart des pays membres de l'Assemblée.

c) L'ordre du jour de chaque session est préparé par le Directeur général.

5) L'Assemblée adopte son règlement intérieur.

ARTICLE 6

1) a) Les tâches administratives incombant à l'Union particulière sont assurées par le Bureau international.

b) En particulier, le Bureau international prépare les réunions et assure le secrétariat de l'Assemblée, du Comité d'experts, et de tous autres comités d'experts et tous groupes de travail que l'Assemblée ou le Comité d'experts peut créer.

c) Le Directeur général est le plus haut fonctionnaire de l'Union particulière et la représente.

2) Le Directeur général et tout membre du personnel désigné par lui prennent part, sans droit de vote, à toutes les réunions de l'Assemblée, du Comité d'experts, et de tout autre comité d'experts ou tout groupe de

travail que l'Assemblée ou le Comité d'experts peut créer. Le Directeur général ou un membre du personnel désigné par lui est d'office secrétaire de ces organes.

3) a) Le Bureau international, selon les directives de l'Assemblée, prépare les conférences de revision des dispositions de l'Arrangement autres que les articles 5 à 8.

b) Le Bureau international peut consulter des organisations intergouvernementales et internationales non gouvernementales sur la préparation des conférences de revision.

c) Le Directeur général et les personnes désignées par lui prennent part, sans droit de vote, aux délibérations dans ces conférences.

4) Le Bureau international exécute toutes autres tâches qui lui sont attribuées.

ARTICLE 7

1) a) L'Union particulière a un budget.

b) Le budget de l'Union particulière comprend les recettes et les dépenses propres à l'Union particulière, sa contribution au budget des dépenses communes aux Unions, ainsi que, le cas échéant, la somme mise à la disposition du budget de la Conférence de l'Organisation.

c) Sont considérées comme dépenses communes aux Unions, les dépenses qui ne sont pas attribuées exclusivement à l'Union particulière mais également à une ou plusieurs autres Unions administrées par l'Organisation. La part de l'Union particulière dans ces dépenses communes est proportionnelle à l'intérêt que ces dépenses présentent pour elle.

2) Le budget de l'Union particulière est arrêté compte tenu des exigences de coordination avec les budgets des autres Unions administrées par l'Organisation.

3) Le budget de l'Union particulière est financé par les ressources suivantes :

- i) les contributions des pays de l'Union particulière;
- ii) les taxes et sommes dues pour les services rendus par le Bureau international au titre de l'Union particulière;
- iii) le produit de la vente des publications du Bureau international concernant l'Union particulière et les droits afférents à ces publications;
- iv) les dons, legs et subventions;
- v) les loyers, intérêts et autres revenus divers.

4) a) Pour déterminer sa part contributive au sens de l'alinéa 3) i), chaque pays de l'Union particulière appartient à la classe dans laquelle il est rangé pour ce qui concerne l'Union de Paris pour la protection de la propriété industrielle, et paie ses contributions annuelles sur la base du nombre d'unités déterminé pour cette classe dans cette Union.

b) La contribution annuelle de chaque pays de l'Union particulière consiste en un montant dont le rapport à la somme totale des contributions annuelles au budget de l'Union particulière de tous les pays est le même que le rapport entre le nombre des unités de la classe dans laquelle il est rangé et le nombre total des unités de l'ensemble des pays.

c) Les contributions sont dues au premier janvier de chaque année.

d) Un pays en retard dans le paiement de ses contributions ne peut exercer son droit de vote dans aucun des organes de l'Union particulière si le montant de son arriéré est égal ou supérieur à celui des contributions dont il est redevable pour les deux années complètes écoulées. Cependant, un tel pays peut être autorisé à conserver l'exercice de son droit de vote au sein dudit organe aussi longtemps que ce dernier estime que le retard résulte de circonstances exceptionnelles et inévitables.

e) Dans le cas où le budget n'est pas adopté avant le début d'un nouvel exercice, le budget de l'année précédente est reconduit selon les modalités prévues par le règlement financier.

5) Le montant des taxes et sommes dues pour des services rendus par le Bureau international au titre de l'Union particulière est fixé par le Directeur général, qui fait rapport à l'Assemblée.

6) a) L'Union particulière possède un fonds de roulement constitué par un versement unique effectué par chaque pays de l'Union particulière. Si le fonds devient insuffisant, l'Assemblée décide de son augmentation.

b) Le montant du versement initial de chaque pays au fonds précité ou de sa participation à l'augmentation de celui-ci est proportionnel à la contribution de ce pays pour l'année au cours de laquelle le fonds est constitué ou l'augmentation décidée.

c) La proportion et les modalités de versement sont arrêtées par l'Assemblée, sur proposition du Directeur général et après avis du Comité de coordination de l'Organisation.

7) a) L'Accord de siège conclu avec le pays sur le territoire duquel l'Organisation a son siège prévoit que, si le fonds de roulement est insuffisant, ce pays accorde des avances. Le montant de ces avances et les conditions dans lesquelles elles sont accordées font l'objet, dans chaque cas, d'accords séparés entre le pays en cause et l'Organisation.

b) Le pays visé au sous-alinéa a) et l'Organisation ont chacun le droit de dénoncer l'engagement d'accorder des avances moyennant notification par écrit. La dénonciation prend effet trois ans après la fin de l'année au cours de laquelle elle a été notifiée.

8) La vérification des comptes est assurée, selon les modalités prévues par le règlement financier, par un ou plusieurs pays de l'Union particulière ou par des contrôleurs extérieurs, qui sont, avec leur consentement, désignés par l'Assemblée.

ARTICLE 8

1) Des propositions de modification des articles 5, 6, 7 et du présent article peuvent être présentées par tout pays membre de l'Assemblée ou par le Directeur général. Ces propositions sont communiquées par ce dernier aux pays membres de l'Assemblée six mois au moins avant d'être soumises à l'examen de l'Assemblée.

2) Toute modification des articles visés à l'alinéa 1) est adoptée par l'Assemblée. L'adoption requiert les trois quarts des votes exprimés; toutefois, toute modification de l'article 5 et du présent alinéa requiert les quatre cinquièmes des votes exprimés.

3) Toute modification des articles visés à l'alinéa 1) entre en vigueur un mois après la réception par le Directeur général des notifications écrites d'acceptation, effectuée en conformité avec leurs règles constitutionnelles respectives, de la part des trois quarts des pays qui étaient membres de l'Assemblée au moment où la modification a été adoptée. Toute modification desdits articles ainsi acceptée lie tous les pays qui sont membres de l'Assemblée au moment où la modification entre en vigueur ou qui en deviennent membres à une date ultérieure; toutefois, toute modification qui augmente les obligations financières des pays de l'Union particulière ne lie que ceux d'entre eux qui ont notifié leur acceptation de ladite modification.

ARTICLE 9

1) Chacun des pays de l'Union particulière qui a signé le présent Acte peut le ratifier et, s'il ne l'a pas signé, peut y adhérer.

2) Tout pays étranger à l'Union particulière, partie à la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle, peut adhérer au présent Acte et devenir, de ce fait, membre de l'Union particulière.

3) Les instruments de ratification et d'adhésion sont déposés auprès du Directeur général.

4) a) A l'égard des cinq pays qui ont, les premiers, déposé leurs instruments de ratification ou d'adhésion, le présent Acte entre en vigueur trois mois après le dépôt du cinquième de ces instruments.

b) A l'égard de tout autre pays, le présent Acte entre en vigueur trois mois après la date à laquelle sa ratification ou son adhésion a été notifiée par le Directeur général, à moins qu'une date postérieure n'ait été indiquée dans l'instrument de ratification ou d'adhésion. Dans ce dernier cas, le présent Acte entre en vigueur, à l'égard de ce pays, à la date ainsi indiquée.

5) La ratification ou l'adhésion emporte de plein droit accession à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés par le présent Acte.

6) Après l'entrée en vigueur du présent Acte, un pays ne peut adhérer à l'Acte du 15 juin 1957 du présent Arrangement que conjointement avec la ratification du présent Acte ou l'adhésion à celui-ci.

ARTICLE 10

Le présent Arrangement a la même force et durée que la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle.

ARTICLE 11

1) Le présent Arrangement sera soumis à des revisions en vue d'y introduire les améliorations désirables.

2) Chacune de ces revisions fera l'objet d'une conférence qui se tiendra entre les délégués des pays de l'Union particulière.

ARTICLE 12

1) a) Le présent Acte remplace, dans les rapports entre les pays de l'Union particulière qui l'ont ratifié ou qui y ont adhéré, l'Acte du 15 juin 1957.

b) Toutefois, tout pays de l'Union particulière qui a ratifié le présent Acte ou qui y a adhéré est lié par l'Acte du 15 juin 1957 dans ses rapports avec les pays de l'Union particulière qui n'ont pas ratifié le présent Acte ou qui n'y ont pas adhéré.

2) Les pays étrangers à l'Union particulière qui deviennent parties au présent Acte l'appliquent à l'égard de tout pays de cette Union qui n'est pas partie au présent Acte. Lesdits pays admettent que ledit pays de l'Union applique dans ses relations avec eux les dispositions de l'Acte du 15 juin 1957.

ARTICLE 13

1) Tout pays peut dénoncer le présent Acte par notification adressée au Directeur général. Cette dénonciation emporte aussi dénonciation de l'Acte du 15 juin 1957 du présent Arrangement et ne produit son effet qu'à l'égard du pays qui l'a faite, l'Arrangement restant en vigueur et exécutoire à l'égard des autres pays de l'Union particulière.

2) La dénonciation prend effet un an après le jour où le Directeur général a reçu la notification.

3) La faculté de dénonciation prévue par le présent article ne peut être exercée par un pays avant l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la date à laquelle il est devenu membre de l'Union particulière.

ARTICLE 14

Les dispositions de l'article 24 de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle s'appliquent au présent Arrangement.

ARTICLE 15

1) a) Le présent Acte est signé en un seul exemplaire en langue française et déposé auprès du Gouvernement de la Suède.

b) Des textes officiels sont établis par le Directeur général, après consultation des Gouvernements intéressés, dans les autres langues que l'Assemblée pourra indiquer.

2) Le présent Acte reste ouvert à la signature, à Stockholm, jusqu'au 13 janvier 1968.

3) Le Directeur général transmet deux copies, certifiées conformes par le Gouvernement de la Suède, du texte signé du présent Acte aux Gouvernements de tous les pays de l'Union particulière et, sur demande, au Gouvernement de tout autre pays.

4) Le Directeur général fait enregistrer le présent Acte auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

5) Le Directeur général notifie aux Gouvernements de tous les pays de l'Union particulière les signatures, les dépôts d'instruments de ratification ou d'adhésion, l'entrée en vigueur de toutes dispositions du présent Acte, et les notifications de dénonciation.

ARTICLE 16

1) Jusqu'à l'entrée en fonction du nouveau Directeur général, les références, dans le présent Acte, au Bureau international de l'Organisation ou au Directeur général sont considérées comme se rapportant respectivement au Bureau de l'Union établie par la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle ou à son Directeur.

2) Les pays de l'Union particulière qui n'ont pas ratifié le présent Acte, ou n'y ont pas adhéré, peuvent, pendant cinq ans après l'entrée en vigueur de la Convention instituant l'Organisation, exercer, s'ils le désirent, les droits prévus par les articles 5 à 8 du présent Acte, comme s'ils étaient liés par ces articles. Tout pays qui désire exercer lesdits droits dépose à cette fin auprès du Directeur général une notification écrite qui prend effet à la date de sa réception. De tels pays sont réputés être membres de l'Assemblée jusqu'à l'expiration de ladite période.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Acte.

FAIT à Stockholm, le 14 juillet 1967.

Pour l'Australie:

Pour la Belgique:

BON F. COGELS

Pour le Danemark:

JULIE OLSEN

Pour l'Espagne:

J. F. ALCOVER

ELECTO J. GARCIA TEJEDOR

Pour la France:

B. DE MENTHON

Pour la Hongrie:

ESZTERGÁLYOS

12/1/1968 subject to ratification

Pour l'Irlande:

VALENTIN IREMONGER

12 January 1968

Pour Israël:

Z. SHER

G. GAVRIELI

Pour l'Italie:

CIPPICO
GIORGIO RANZI

Pour le Liban:

Pour le Liechtenstein:

Pour le Maroc:

H'SSAINE

Pour Monaco:

J. M. NOTARI

Pour la Norvège:

Subject to ratification

JENS EVENSEN
B. STUEVOLD LASSEN

Pour les Pays-Bas:

GERBRANDY
W. G. BELINFANTE

Pour la Pologne:

M. KAJZER
sous réserve de ratification

Pour le Portugal:

**ADRIANO DE CARVALHO
JOSÉ DE OLIVEIRA ASCENSÃO
RUY ALVARO COSTA DE MORAIS SERRÃO**

Pour la République Fédérale d'Allemagne:

KURT HAERTEL

**Pour le Royaume-Uni
de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord:**

**GORDON GRANT
WILLIAM WALLACE**

Pour la Suède:

HERMAN KLING

Pour la Suisse:

**HANS MORF
JOSEPH VOYAME**

Pour la Tchécoslovaquie:

Pour la Tunisie:

Pour la Yougoslavie:

A. JELIĆ

[Translation]

NICE AGREEMENT
CONCERNING THE INTERNATIONAL CLASSIFICATION OF
GOODS AND SERVICES FOR THE PURPOSES OF THE
REGISTRATION OF MARKS OF 15 JUNE 1957⁽¹⁾ AS REVISED
AT STOCKHOLM ON 14 JULY 1967

ARTICLE 1

[Establishment of a Special Union; Adoption of an International Classification,
Definition of International Classification; Languages]*

(1) The countries to which this Agreement applies constitute a Special Union.

(2) They adopt, for the purposes of the registration of marks, a single classification of goods and services.

(3) This classification consists of:

(a) a list of classes;

(b) an alphabetical list of goods and services with an indication of the classes into which they fall.

(4) The list of classes and the alphabetical list of goods are those which were published in 1935 by the International Bureau for the Protection of Industrial Property.

(5) The list of classes and the alphabetical list of goods and services may be amended or supplemented by the Committee of Experts set up under Article 3 of this Agreement, in accordance with the procedure laid down in that Article.

(6) The classification shall be established in the French language and, at the request of any contracting country, an official translation into the language of that country may be published by the International Bureau of Intellectual Property (hereinafter designated as "the International Bureau") referred to in the Convention establishing the World Intellectual Property Organization⁽²⁾ (hereinafter designated as "the Organization"), in agreement with the national Office concerned. Each translation of the list of goods and services shall mention against each of the goods or services, in addition to its number according to the alphabetical listing in the language concerned, the number which it bears in the list established in the French language.

ARTICLE 2

[Legal Scope and Use of the International Classification]

(1) Subject to the requirements prescribed by this Agreement, the effect of the international classification shall be that attributed to it by each

⁽¹⁾ Treaty Series No. 23 (1963), Cmnd. 2007.

⁽²⁾ Treaty Series No. 52 (1970), Cmnd. 4408.

* Articles have been given titles to facilitate their identification. There are no titles in the signed (French) text.

contracting country. In particular, the international classification shall not bind the contracting countries in respect of either the evaluation of the extent of the protection afforded to any given mark or the recognition of service marks.

(2) Each of the contracting countries reserves the right to use the international classification of goods and services as a principal or as a subsidiary system.

(3) The Offices of the contracting countries shall include in the official documents and publications concerning the registrations of marks the numbers of the classes of the international classification to which the goods or services for which the mark is registered belong.

(4) The fact that a term is included in the alphabetical list of goods and services in no way affects any rights which might subsist in such a term.

ARTICLE 3

[Amendments and Additions to the International Classification;
Committee of Experts]

(1) A Committee of Experts charged with deciding all amendments and additions to be made in the international classification of goods and services shall be set up at the International Bureau. Each of the contracting countries shall be represented on the Committee of Experts, which shall be organized according to Regulations adopted by a majority of the countries represented. The International Bureau shall be represented on the Committee.

(2) Proposals for amendments or additions shall be addressed by the Offices of the contracting countries to the International Bureau, which shall transmit them to the members of the Committee of Experts not later than two months before that session of the Committee at which the said proposals are to be considered.

(3) Decisions of the Committee concerning amendments to the classification shall require the unanimous consent of the contracting countries. "Amendment" shall mean any transfer of goods from one class to another or the creation of any new class entailing such transfer.

(4) Decisions of the Committee concerning additions to the classification shall require a simple majority of the votes of the contracting countries.

(5) Each expert shall have the right to submit his opinion in writing or to delegate his powers to the expert of another country.

(6) If a country does not appoint an expert to represent it, or if the expert appointed does not submit his opinion within a period to be prescribed by the Regulations, the country concerned shall be considered to have accepted the decision of the Committee.

ARTICLE 4

[Notification, Entry Into Force, and Publication, of Amendments and Additions]

(1) Every amendment and addition decided by the Committee of Experts shall be notified to the Offices of the contracting countries by the International

Bureau. The decisions shall come into force, in so far as additions are concerned, as soon as the notification is received, and, as far as amendments are concerned, within a period of six months from the date of dispatch of the notification.

(2) The International Bureau, as the depositary of the classification of goods and services, shall incorporate therein the amendments and additions which have entered into force. Announcements of such amendments and additions shall be published in the two periodicals, *La Propriété industrielle* and *Les Marques internationales*.

ARTICLE 5

[Assembly of the Special Union]

(1) (a) The Special Union shall have an Assembly consisting of those countries which have ratified or acceded to this Act.

(b) The Government of each country shall be represented by one delegate, who may be assisted by alternate delegates, advisors and experts.

(c) The expenses of each delegation shall be borne by the Government which has appointed it.

(2) (a) Subject to the provisions of Articles 3 and 4, the Assembly shall :

- (i) deal with all matters concerning the maintenance and development of the Special Union and the implementation of this Agreement;
- (ii) give directions to the International Bureau concerning the preparation for conferences of revision, due account being taken of any comments made by those countries of the Special Union which have not ratified or acceded to this Act;
- (iii) review and approve the reports and activities of the Director-General of the Organization (hereinafter designated as "the Director-General") concerning the Special Union, and give him all necessary instructions concerning matters within the competence of the Special Union;
- (iv) determine the program and adopt the triennial budget of the Special Union, and approve its final accounts;
- (v) adopt the financial regulations of the Special Union;
- (vi) establish, in addition to the Committee of Experts referred to in Article 3, such other committees of experts and working groups as it may deem necessary to achieve the objectives of the Special Union;
- (vii) determine which countries not members of the Special Union and which intergovernmental and international non-governmental organizations shall be admitted to its meetings as observers;
- (viii) adopt amendments to Articles 5 to 8;
- (ix) take any other appropriate action designed to further the objectives of the Special Union;
- (x) perform such other functions as are appropriate under this Agreement.

(b) With respect to matters which are of interest also to other Unions administered by the Organization, the Assembly shall make its decisions after having heard the advice of the Coordination Committee of the Organization.

(3) (a) Each country member of the Assembly shall have one vote.

(b) One-half of the countries members of the Assembly shall constitute a quorum.

(c) Notwithstanding the provisions of subparagraph (b), if, in any session, the number of countries represented is less than one-half but equal to or more than one-third of the countries members of the Assembly, the Assembly may make decisions but, with the exception of decisions concerning its own procedure, all such decisions shall take effect only if the conditions set forth hereinafter are fulfilled. The International Bureau shall communicate the said decisions to the countries members of the Assembly which were not represented and shall invite them to express in writing their vote or abstention within a period of three months from the date of the communication. If, at the expiration of this period, the number of countries having thus expressed their vote or abstention attains the number of countries which was lacking for attaining the quorum in the session itself, such decisions shall take effect provided that at the same time the required majority still obtains.

(d) Subject to the provisions of Article 8 (2), the decisions of the Assembly shall require two-thirds of the votes cast.

(e) Abstentions shall not be considered as votes.

(f) A delegate may represent, and vote in the name of, one country only.

(g) Countries of the Special Union not members of the Assembly shall be admitted to the meetings of the latter as observers.

(4) (a) The Assembly shall meet once in every third calendar year in ordinary session upon convocation by the Director-General and, in the absence of exceptional circumstances, during the same period and at the same place as the General Assembly of the Organization.

(b) The Assembly shall meet in extraordinary session upon convocation by the Director-General, at the request of one-fourth of the countries members of the Assembly.

(c) The agenda of each session shall be prepared by the Director-General.

(5) The Assembly shall adopt its own rules of procedure.

ARTICLE 6

[International Bureau]

(1) (a) Administrative tasks concerning the Special Union shall be performed by the International Bureau.

(b) In particular, the International Bureau shall prepare the meetings and provide the secretariat of the Assembly, the Committee of Experts, and such other committees of experts and working groups as may have been established by the Assembly or the Committee of Experts.

(c) The Director-General shall be the chief executive of the Special Union and shall represent the Special Union.

(2) The Director-General and any staff member designated by him shall participate, without the right to vote, in all meetings of the Assembly, the Committee of Experts, and such other committees of experts or working groups as may have been established by the Assembly or the Committee of Experts. The Director-General, or a staff member designated by him, shall be ex officio secretary of those bodies.

(3) (a) The International Bureau shall, in accordance with the directions of the Assembly, make the preparations for the conferences of revision of the provisions of the Agreement other than Articles 5 to 8.

(b) The International Bureau may consult with intergovernmental and international non-governmental organizations concerning preparations for conferences of revision.

(c) The Director-General and persons designated by him shall take part, without the right to vote, in the discussions at those conferences.

(4) The International Bureau shall carry out any other tasks assigned to it.

ARTICLE 7

[Finances]

(1) (a) The Special Union shall have a budget.

(b) The budget of the Special Union shall include the income and expenses proper to the Special Union, its contribution to the budget of expenses common to the Unions, and, where applicable, the sum made available to the budget of the Conference of the Organization.

(c) Expenses not attributable exclusively to the Special Union but also to one or more other Unions administered by the Organization shall be considered as expenses common to the Unions. The share of the Special Union in such common expenses shall be in proportion to the interest the Special Union has in them.

(2) The budget of the Special Union shall be established with due regard to the requirements of coordination with the budgets of the other Unions administered by the Organization.

(3) The budget of the Special Union shall be financed from the following sources:

- (i) contributions of the countries of the Special Union;
- (ii) fees and charges due for services rendered by the International Bureau in relation to the Special Union;
- (iii) sale of, or royalties on, the publications of the International Bureau concerning the Special Union;
- (iv) gifts, bequests, and subventions;
- (v) rents, interests, and other miscellaneous income.

(4) (a) For the purpose of establishing its contribution referred to in paragraph (3) (i), each country of the Special Union shall belong to the same class as it belongs to in the Paris Union for the Protection of Industrial Property, and shall pay its annual contributions on the basis of the same number of units as is fixed for that class in that Union.

(b) The annual contribution of each country of the Special Union shall be an amount in the same proportion to the total sum to be contributed to the budget of the Special Union by all countries as the number of its units is to the total of the units of all contributing countries.

(c) Contributions shall become due on the first of January of each year.

(d) A country which is in arrears in the payment of its contributions may not exercise its right to vote in any organ of the Special Union if the amount of its arrears equals or exceeds the amount of the contributions due from it for the preceding two full years. However, any organ of the Special Union may allow such a country to continue to exercise its right to vote in that organ if, and as long as, it is satisfied that the delay in payment is due to exceptional and unavoidable circumstances.

(e) If the budget is not adopted before the beginning of a new financial period, it shall be at the same level as the budget of the previous year, as provided in the financial regulations.

(5) The amount of the fees and charges due for services rendered by the International Bureau in relation to the Special Union shall be established, and shall be reported to the Assembly, by the Director-General.

(6) (a) The Special Union shall have a working capital fund which shall be constituted by a single payment made by each country of the Special Union. If the fund becomes insufficient, the Assembly shall decide to increase it.

(b) The amount of the initial payment of each country to the said fund or of its participation in the increase thereof shall be a proportion of the contribution of that country for the year in which the fund is established or the decision to increase it is made.

(c) The proportion and the terms of payment shall be fixed by the Assembly on the proposal of the Director-General and after it has heard the advice of the Coordination Committee of the Organization.

(7) (a) In the headquarters agreement concluded with the country on the territory of which the Organization has its headquarters, it shall be provided that, whenever the working capital fund is insufficient, such country shall grant advances. The amount of those advances and the conditions on which they are granted shall be the subject of separate agreements, in each case, between such country and the Organization.

(b) The country referred to in subparagraph (a) and the Organization shall each have the right to denounce the obligation to grant advances, by written notification. Denunciation shall take effect three years after the end of the year in which it has been notified.

(8) The auditing of the accounts shall be effected by one or more of the countries of the Special Union or by external auditors, as provided in the financial regulations. They shall be designated, with their agreement, by the Assembly.

ARTICLE 8

[Amendment of Articles 5 to 8].

(1) Proposals for the amendment of Articles 5, 6, 7, and the present Article, may be initiated by any country member of the Assembly, or by the Director-General. Such proposals shall be communicated by the Director-General to the member countries of the Assembly at least six months in advance of their consideration by the Assembly.

(2) Amendments to the Articles referred to in paragraph (1) shall be adopted by the Assembly. Adoption shall require three-fourths of the votes cast, provided that any amendment to Article 5, and to the present paragraph, shall require four-fifths of the votes cast.

(3) Any amendment to the Articles referred to in paragraph (1) shall enter into force one month after written notifications of acceptance, effected in accordance with their respective constitutional processes, have been received by the Director-General from three-fourths of the countries members of the Assembly at the time it adopted the amendment. Any amendment to the said Articles thus accepted shall bind all the countries which are members of the Assembly at the time the amendment enters into force, or which become members thereof at a subsequent date, provided that any amendment increasing the financial obligations of countries of the Special Union shall bind only those countries which have notified their acceptance of such amendment.

ARTICLE 9

[Ratification and Accession; Entry Into Force; Effects; Accession to the Original Act of 1957]

(1) Any country of the Special Union which has signed this Act may ratify it, and, if it has not signed it, may accede to it.

(2) Any country outside the Special Union which is party to the Paris Convention for the Protection of Industrial Property⁽³⁾ may accede to this Act and thereby become a member of the Special Union.

(3) Instruments of ratification and accession shall be deposited with the Director-General.

(4) (a) With respect to the first five countries which have deposited their instruments of ratification or accession, this Act shall enter into force three months after the deposit of the fifth such instrument.⁽⁴⁾

(b) With respect to any other country, this Act shall enter into force three months after the date on which its ratification or accession has been notified by the Director-General, unless a subsequent date has been indicated in the instrument of ratification or accession. In the latter case, this Act shall enter into force with respect to that country on the date thus indicated.

⁽³⁾ Treaty Series No. 38 (1962), Cmnd. 1715.

⁽⁴⁾ The Agreement entered into force on 18 March, 1970.

(5) Ratification or accession shall automatically entail acceptance of all the clauses and admission to all the advantages of this Act.

(6) After the entry into force of this Act, a country may accede to the original Act of June 15, 1957, of this Agreement only in conjunction with ratification of, or accession to, this Act.

ARTICLE 10

[Force and Duration]

This Agreement shall have the same force and duration as the Paris Convention for the Protection of Industrial Property.

ARTICLE 11

[Revision]

(1) This Agreement shall be submitted to revisions with a view to the introduction of desired improvements.

(2) Every revision shall be considered at a conference which shall be held between the delegates of the countries of the Special Union.

ARTICLE 12

[Application of the Various Acts]

(1) (a) This Act shall, as regards the relations between the countries of the Special Union by which it has been ratified or acceded to, replace the original Act of June 15, 1957.

(b) However, any country of the Special Union which has ratified or acceded to this Act shall be bound by the original Act of June 15, 1957, as regards its relations with countries of the Special Union which have not ratified or acceded to this Act.

(2) Countries outside the Special Union which become party to this Act shall apply it with respect to any country of the Special Union not party to this Act. Such countries shall recognize that the aforesaid country of the Special Union may apply, as regards its relations with them, the provisions of the original Act of June 15, 1957.

ARTICLE 13

[Denunciation]

(1) Any country may denounce this Act by notification addressed to the Director-General. Such denunciation shall constitute also denunciation of the original Act of June 15, 1957, of this Agreement, and shall affect only the country making it, the Agreement remaining in full force and effect as regards the other countries of the Special Union.

(2) Denunciation shall take effect one year after the day on which the Director-General has received the notification.

(3) The right of denunciation provided for by this Article shall not be exercised by any country before the expiration of five years from the date upon which it becomes a member of the Special Union.

ARTICLE 14

[Reference to Article 24 of the Paris Convention (Territories)]

The provisions of Article 24 of the Paris Convention for the Protection of Industrial Property shall apply to this Agreement.

ARTICLE 15

[Signature, Languages, Depositary Functions]

(1) (a) This Act shall be signed in a single copy in the French language and shall be deposited with the Government of Sweden.

(b) Official texts shall be established by the Director-General, after consultation with the interested Governments, in such other languages as the Assembly may designate.

(2) This Act shall remain open for signature at Stockholm until January 13, 1968.

(3) The Director-General shall transmit two copies, certified by the Government of Sweden, of the signed text of this Act to the Governments of all countries of the Special Union and, on request, to the Government of any other country.

(4) The Director-General shall register this Act with the Secretariat of the United Nations.

(5) The Director-General shall notify the Governments of all countries of the Special Union of signatures, deposits of instruments of ratification or accession, entry into force of any provisions of this Act, and notifications of denunciation.

ARTICLE 16

[Transitional Provisions]

(1) Until the first Director-General assumes office, references in this Act to the International Bureau of the Organization or to the Director-General shall be construed as references to the Bureau of the Union established by the Paris Convention for the Protection of Industrial Property or its Director, respectively.

(2) Countries of the Special Union not having ratified or acceded to this Act may, until five years after the entry into force of the Convention establishing the Organization⁽⁵⁾, exercise, if they so desire, the rights provided for under Articles 5 to 8 of this Act as if they were bound by those Articles. Any country desiring to exercise such rights shall give written notification to that effect to the Director-General; such notification shall be effective from the date of its receipt. Such countries shall be deemed to be members of the Assembly until the expiration of the said period.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorised thereto, have signed the present Act.

DONE at Stockholm, 14th July 1967.

[For signatures see pages 11-13]

⁽⁵⁾ The Convention establishing the World Intellectual Property Organization entered into force on 26 April, 1970.

RATIFICATIONS

<i>Country</i>	<i>Date of deposit</i>
Denmark	26 January, 1970 (effective 4 May, 1970)
Federal Republic of Germany (also applies to Land Berlin)	19 June, 1970 (effective 19 September, 1970)
Hungary	18 December, 1969
Republic of Ireland	27 March, 1968
Israel	30 July, 1969
Sweden	12 August, 1969
Switzerland	26 January, 1970 (effective 4 May, 1970)
United Kingdom	26 February, 1969

ACCESSION

German Democratic Republic* 20 June, 1968

NOTIFICATIONS UNDER ARTICLE 16 (2)

Belgium	20 May, 1970
France	20 May, 1970
Italy	29 April, 1970

* Not recognised by the Government of the United Kingdom.

Printed in England by Her Majesty's Stationery Office

HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

Government Bookshops

49 High Holborn, London WC1
13a Castle Street, Edinburgh EH2 3AR
109 St. Mary Street, Cardiff CF1 1JW
Brazennose Street, Manchester M60 8AS
50 Fairfax Street, Bristol BS1 3DE
258 Broad Street, Birmingham 1
7 Linenhall Street, Belfast BT2 8AY

*Government publications are also available
through any bookseller*